



L'immigration au Canada à la croisée des chemins : changements de politiques publiques et nouvelles tendances

Dossiers de l'ÉRIQA : N° 2
Mars 2025



PRÉSENTATION

La politique d'immigration du Canada évolue rapidement. La réduction des cibles d'immigration, l'évolution de l'opinion publique et le contrôle plus strict des personnes migrantes à statut temporaire redessinent le paysage. Le 12 décembre 2024, l'ÉRIQA (*Équipe de recherche sur l'immigration au Québec et ailleurs*) a organisé un panel lors de la conférence Metropolis Americas, « Migration Governance in The Americas : A Shared Vision », qui s'est tenue à Washington DC. Ce panel a exploré l'évolution des dynamiques et des politiques migratoires au Canada face à la politisation croissante de la migration, aux débats électoraux à venir et aux variations au sein des provinces.

Ensemble, la professeure Adèle Garnier de l'Université Laval, le professeur Phil Triadafilopoulos de l'Université de Toronto, Valerie Lacarte, PhD et analyste politique sénior du Migration Policy Institute, et la professeure Catherine Xhardez de l'Université de Montréal ont abordé deux questions principales : l'exceptionnalisme canadien en matière d'immigration existe-t-il encore ? Et quel est l'avenir de la politique d'immigration canadienne ?

À l'approche des élections fédérales au Canada, la discussion a proposé une analyse multidisciplinaire, soulignant à la fois l'impact des tendances mondiales et l'influence de dynamiques internes (par ex. le rôle des provinces en matière d'immigration)¹. Les panélistes ont exploré le déclin du régime d'immigration canadien, traditionnellement caractérisé par une politique d'immigration expansive et des programmes très sélectifs – qui a oscillé entre une forte centralisation et une décentralisation plus récente². Bien que le Canada soit connu pour son exceptionnalisme³, en raison de l'absence de parti d'extrême droite anti-immigration, d'un soutien de l'opinion publique à l'immigration et de politiques d'immigration expansives, les courants semblent être en train de changer.

Le panel a exploré les changements récents qui auront probablement un impact sur le paysage et la réputation du Canada en matière d'immigration. Ces changements comprennent la réduction des cibles pour les résidents permanents, la régulation des travailleurs étrangers temporaires, la limitation du nombre d'étudiants internationaux et une baisse des demandes d'asile d'ici 2027.

“ L'exceptionnalisme canadien en matière d'immigration existe-t-il encore ? Et quel est l'avenir de la politique d'immigration canadienne ? ”

L'opinion publique favorable à l'immigration a diminué pour la deuxième année consécutive, avec un plus grand nombre de personnes estimant qu'il y a trop de personnes migrantes, avec en toile de fond des arguments selon lesquels les migrants contribuent aux crises du logement à travers le pays et à la détérioration des conditions économiques. Les provinces ont joué un rôle clé dans l'élaboration des programmes de sélection des immigrants économiques (candidats des provinces), qui ont constitué la plus grande initiative décentralisée en matière d'immigration économique, mais qui ont maintenant été réduits de moitié. Elles ont également participé à des débats autour de la répartition des demandeurs d'asile, ce qui a entraîné de nouveaux défis dans les relations intergouvernementales et des conflits potentiels entre les différents niveaux de gouvernement. Le Québec, en particulier, a été le premier théâtre de la politisation de ces questions⁴, offrant un aperçu de la dynamique fédérale actuelle. En outre, la gestion de la frontière entre le Canada et les États-Unis est devenue une préoccupation majeure en raison des changements intervenus au sein de l'administration américaine.

Les politiques publiques en immigration traversent une période à la fois troublée et transformatrice, ce qui rend la recherche et le dialogue plus importants que jamais. Ce rapport résume les idées des experts du panel afin de les rendre plus accessibles, d'amplifier leur portée et de servir de point d'entrée pour une exploration plus approfondie du paysage changeant des politiques d'immigration au Canada.

Catherine Xhardez
Département de science
politique
Université de Montréal
Directrice de l'ÉRIQA



Dans ce dossier de l'ÉRIQA :

La disparition du modèle canadien 4

Phil Triadafilopoulos

Les migrations temporaires et le Québec : Un précurseur des transformations fédérales 6

Adèle Garnier

Opportunités pour le Canada dans le cadre de l'évolution des politiques migratoires des États-Unis 8

Valerie Lacarte



Photo : Metropolis Americas, 12 décembre 2024.
De gauche à droite: V. Lacarte, P. Triadafilopoulos, A. Garnier et C. Xhardez.

Ressources :

- (1) Xhardez, Catherine et Danoé Tanguay. 2024. "[The hidden power of provincial and territorial immigration programs in shaping Canada's immigration landscape](#)", *Comparative Migration Studies*, 12(59).
- Paquet, Mireille. 2016. *La fédéralisation de l'immigration au Canada*. Les Presses de l'Université de Montréal: Montréal.
- (2) Pour en savoir plus: Triadafilopoulos, Triadafilos et Zack Taylor. 2023. "[The domestic politics of selective permeability: disaggregating the Canadian migration state](#)", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 50(3): 702-725.
- (3) Triadafilopoulos, Triadafilos. 2021. "[The Foundations, Limits, and Consequences of Immigration Exceptionalism in Canada](#)", *American Review of Canadian Studies*, 51(1):3-17.
- (4) Xhardez, Catherine et Mireille Paquet. 2020. "[Beyond the Usual Suspects and Towards Politicisation: Immigration in Quebec's Party Manifestos, 1991-2018](#)", *Journal of International Migration and Integration*, 22:673-690.
- Gagnon, Audrey et Lindsay Larios. 2021. "[The Politicization of Immigration and Integration at the Subnational Level: Electoral Campaigns in Ontario and Quebec](#)", *Canadian Journal of Political Science*, 54(3):696-716.

*Première partie***LA DISPARITION DU MODÈLE CANADIEN****Phil Triadafilopoulos**

Le changement récent le plus important dans la politique d'immigration du Canada est l'érosion du modèle d'immigration canadien. Ce système centralisé donnait autrefois la priorité au recrutement d'immigrants hautement qualifiés et bien formés. Du milieu des années 1990 au milieu des années 2000, ce système était basé sur un processus « en une étape » : les immigrants déposaient leur demande lorsqu'ils étaient à l'étranger, suivaient une évaluation de leurs titres de compétences et arrivaient en tant que résidents permanents. La migration temporaire et l'implication des provinces étaient minimales, et le récit collectif sur les avantages économiques permettait de maintenir le soutien de l'opinion publique à l'immigration.

“Le changement récent le plus important dans la politique d'immigration du Canada est l'érosion du modèle d'immigration canadien”

Toutefois, le modèle canadien a été confronté à plusieurs défis. Les immigrants se sont concentrés dans quelques régions, en particulier en Ontario, laissant les autres provinces mal desservies. Les employeurs ont eu besoin davantage de travailleurs peu qualifiés et les établissements d'enseignement supérieur ont lutté pour être compétitifs à l'échelle mondiale en raison des règles restrictives applicables aux étudiants étrangers. En outre, les immigrants hautement qualifiés se sont souvent heurtés à des obstacles à l'emploi en raison de problèmes de reconnaissance des diplômes.

En réponse, le Canada a introduit des changements importants, notamment en élargissant les programmes des travailleurs étrangers temporaires, en créant le programmes de candidats des provinces (PCP)

et en permettant aux étudiants internationaux de travailler et de passer à la résidence permanente par le biais de la catégorie de l'expérience canadienne. Ces réformes ont décentralisé le système, donnant aux employeurs et aux provinces plus de contrôle, mais ont perturbé la logique centralisée du modèle original. Les programmes d'étudiants étrangers sont également devenus des sources de revenus importantes pour les collèges et les universités, ce qui a entraîné une expansion non réglementée et des abus du système.

“Autrefois largement favorable à l'immigration, l'opinion publique a commencé à changer, beaucoup considérant l'approche actuelle comme chaotique et incohérente”

La mauvaise gestion de la part des gouvernements fédéral et provinciaux a aggravé ces problèmes, aboutissant à un système fragmenté, confus et faiblement réglementé. Autrefois largement favorable à l'immigration, l'opinion publique a commencé à changer, beaucoup considérant l'approche actuelle comme chaotique et incohérente. Le modèle canadien, qui était autrefois une norme mondiale, s'est effectivement effondré, signalant la nécessité d'une stratégie d'immigration plus cohérente et plus durable. L'effondrement du modèle d'immigration canadien a entraîné celui de l'« exceptionnalisme » canadien en matière d'immigration. Autrefois caractérisé par un soutien du public à l'immigration, une gestion efficace des politiques et un consensus bipartisan en faveur de l'immigration, il s'est érodé dans deux domaines clés.

Tout d'abord, l'opinion publique a évolué. Alors que les Canadiens étaient autrefois favorables à des niveaux d'immigration élevés et à un multiculturalisme officiel, des sondages récents montrent que beaucoup d'entre eux pensent aujourd'hui qu'il y a trop d'immigration. La rhétorique et les actes xénophobes sont également en hausse, ce qui remet en question la réputation d'inclusivité du Canada.

Deuxièmement, le modèle de gestion de l'immigration qui faisait autrefois la gloire du Canada s'est fracturé. Le système, qui donnait la priorité aux immigrants qualifiés et était soigneusement administré, a cédé la place à un amalgame complexe et mal géré de politiques mettant l'accent sur la migration temporaire.



Photo : Image libre de droit, Pixabay License, 2025.

Cependant, le troisième aspect de l'exceptionnalisme canadien - le consensus politique sur l'immigration - reste intact pour l'instant. Les principaux partis politiques évitent toute rhétorique anti-immigration, motivés par une stratégie électorale. La politique d'accès à la citoyenneté et le système électoral du Canada encouragent l'engagement politique des immigrants, qui ont tendance à s'installer dans des circonscriptions très peuplées, comme la région du Grand Toronto. Il est essentiel de remporter ces circonscriptions compétitives pour gagner les élections et former les gouvernements. Cela dissuade donc les partis d'adopter des positions anti-immigration fortes.

Il convient de noter que le Parti conservateur du Canada et son chef, Pierre Poilievre, sont restés ostensiblement silencieux lorsque le gouvernement du Premier ministre Justin Trudeau a augmenté les niveaux d'immigration annuels et a affaibli les contrôles sur le recrutement des travailleurs étrangers temporaires. M. Poilievre et son parti se sont tenus à l'écart de la rhétorique anti-immigrés corrosive qui est devenue si courante aux États-Unis et en Europe occidentale.

Malgré le malaise croissant de l'opinion publique à l'égard de l'immigration, ce consensus politique devrait persister prochainement, y compris lors des prochaines élections fédérales. Les grands partis restent stratégiquement axés sur le maintien du soutien des immigrants dans les régions électorales clés, renforçant ainsi cet aspect durable de l'exceptionnalisme canadien.



Phil Triadafilopoulos
Professeur, Département
de science politique
Université de Toronto



Photo : Capitole, Washington, Metropolis Americas 2024.

*Deuxième partie***LES MIGRATIONS TEMPORAIRES ET LE QUÉBEC : UN PRÉCURSEUR DES TRANSFORMATIONS FÉDÉRALES**

Adèle Garnier

L'un des changements de dynamiques les plus importants de ces dernières années est l'accent mis par le Canada sur la réduction de la migration temporaire. Il s'inscrit dans un contexte double. D'une part on observe une forte diminution du soutien de l'opinion publique aux niveaux d'immigration du Canada ces deux dernières années, et d'autre part une augmentation du chômage, en particulier chez les jeunes Canadiens et les nouveaux arrivants.

“L'un des changements de dynamiques les plus importants de ces dernières années est l'accent mis par le Canada sur la réduction de la migration temporaire”

C'est dans ce contexte que le ministère fédéral Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) et le ministère de l'Emploi et du Développement social ont annoncé une série de restrictions visant à réduire l'admission d'étudiants internationaux (avec des plafonds provinciaux pour les permis d'études) et à réguler l'arrivée de travailleurs étrangers temporaires. Ces mesures comprennent notamment le gel de l'émission d'évaluations de l'impact sur le marché du travail (EIMT) pour la filière dite des bas salaires dans les régions métropolitaines de recensement où le taux de chômage est supérieur à 6 % (avec certaines adaptations en fonction du contexte). La durée des permis de travail dans les filières à bas salaires a également été réduite de 2 ans à 1 an⁵. Lors de la publication des niveaux d'immigration pour 2025, pour la première fois, un objectif a été fixé pour l'immigration temporaire, et pas seulement pour les niveaux d'immigration permanente.

Les dernières données semblent montrer un ralentissement de la croissance de la population canadienne mais aussi de la migration temporaire. Cependant, il reste des

interrogations quant à savoir si les travailleurs étrangers temporaires et les étudiants internationaux partiront effectivement à l'expiration de leur permis, si nombre d'entre eux chercheront à obtenir une prolongation, et si certains resteront au Canada en tant que migrants sans papiers.

En ce qui concerne cette catégorie de migrants particulièrement vulnérables, le gouvernement fédéral canadien s'est également éloigné d'un plan de régularisation à grande échelle (qui faisait partie de la lettre de mandat du ministre de l'Immigration Sean Fraser en décembre 2021 et qui est resté dans le portefeuille de son successeur Marc Miller).

“À bien des égards, la province de Québec a ouvert la voie dans ces dynamiques changeantes”

À bien des égards, la province de Québec a ouvert la voie dans ces dynamiques changeantes. La situation du Québec est importante dans la politique d'immigration canadienne puisque, historiquement, c'est la province qui dispose de la plus grande autonomie pour fixer les niveaux d'immigration provinciaux, comme le précise l'Accord Canada-Québec de 1991. L'immigration est une question politique importante depuis la campagne électorale provinciale de 2018⁶, le premier ministre Legault et son gouvernement insistant sur la nécessité de maintenir les niveaux d'immigration permanente à 50 000 par an tout en accusant, ces deux dernières années, les migrations temporaires d'être à l'origine de nombreux problèmes dans la province, notamment la pénurie de logements abordables et des services publics débordés. L'importance accordée par le Québec aux chiffres s'est retrouvée dans les déclarations fédérales sur l'immigration, notamment celles du ministre de l'immigration Marc Miller.

Le Québec a également pris les devants en imposant des restrictions rapides aux travailleurs étrangers temporaires et en suspendant le traitement de certaines filières d'immigration (par ex. immigration économique) - ce qui est le cas aujourd'hui pour les réfugiés parrainés au niveau fédéral. En revanche, le Québec avait imposé cette mesure sur le parrainage il y a déjà plusieurs années.

Le Québec a maintenant cessé d'accepter les demandes d'immigration permanente qualifiée de la part d'étudiants internationaux candidats au programme d'expérience québécoise (PEQ) et de la plus grande catégorie de travailleurs qualifiés. Le Québec a également été la province la plus virulente par rapport à la protection internationale, exigeant une réduction du nombre d'arrivées de demandeurs d'asile.

L'impact de cette succession de restrictions provinciales et fédérales sur les migrants temporaires a été de favoriser l'incertitude quant à leur éligibilité à demander des permis et à rester au Canada. Elle a également eu un impact sur les employeurs et le secteur de l'enseignement supérieur, pour lequel les migrants sont des travailleurs clés, et considérant le mode de financement des universités au Canada, une source essentielle de revenus.

Compte tenu de la prochaine présidence de Trump aux États-Unis et de l'accent déjà mis sur la sécurité des frontières⁷ au Canada en réponse aux menaces tarifaires du président élu, il est peu probable que le Canada et le Québec changent leur cap restrictif à court terme.

Adèle Garnier
Professeure agrégée,
Département de Géographie
Université Laval



Ressources :

(5) Pour en savoir plus: [Gouvernement du Canada](#)

(6) Xhardez, Catherine et Mireille Paquet. 2021. "Beyond the Usual Suspects and Towards Politicisation: Immigration in Quebec's Party Manifestos, 1991-2018", *Journal of International Migration and Integration*, 22:673-690.

(7) Pour en savoir plus : Sécurité publique Canada, 2024. "[Le gouvernement du Canada annonce son plan visant à renforcer la sécurité des frontières et notre système d'immigration](#)"



Photo : Metropolis Americas, 12 décembre 2024.

Troisième partie

OPPORTUNITÉS POUR LE CANADA DANS LE CADRE DE L'ÉVOLUTION DES POLITIQUES MIGRATOIRES DES ÉTATS-UNIS

Valerie Lacarte

Le Canada a une occasion unique de tirer parti des changements dans les politiques d'immigration des États-Unis pour attirer des migrants hautement qualifiés et des étudiants internationaux. Au cours de la première administration Trump (2017-2021), le Canada a activement cherché à attirer un vivier de travailleurs qualifiés désabusés par les politiques publiques américaines. Cette stratégie a donné des résultats significatifs. Entre 2017 et 2019, plus de 20 000 résidents américains non citoyens ont été sélectionnés grâce au programme Entrée express du Canada, ce qui représente une augmentation notable par rapport à d'autres pays. Cette tendance suggère que les travailleurs qualifiés nés à l'étranger considèrent de plus en plus le Canada comme une alternative viable aux États-Unis⁸. La question de savoir si le Canada adoptera une approche similaire sous une éventuelle deuxième administration Trump reste incertaine. Cependant, l'évolution du paysage de l'immigration au Canada pourrait nécessiter de nouvelles stratégies pour maintenir son avantage concurrentiel.

“L'évolution du paysage de l'immigration au Canada pourrait nécessiter de nouvelles stratégies pour maintenir son avantage concurrentiel”

La capacité du Canada à innover dans la gestion des défis migratoires, en particulier l'augmentation récente du nombre de demandeurs d'asile, souligne son potentiel de leader en matière de politique d'immigration. Bien que l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile pose des problèmes logistiques et politiques, les chiffres ne sont pas encore ingérables. Le Canada a donc la possibilité de s'inspirer des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC),

qui traitent souvent la question de la migration avec beaucoup moins de ressources et des systèmes d'intégration moins solides. En outre, alors que les États-Unis risquent de prendre leurs distances par rapport à des initiatives telles que la Déclaration de Los Angeles sur la migration et la protection, le Canada pourrait profiter de l'occasion pour renforcer ses partenariats avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. De telles alliances renforceraient la réputation du Canada en tant que leader accueillant et innovant en matière de politique migratoire mondiale.

Toutefois, cette réputation pourrait être mise en péril si le Canada réagit de manière excessive ou corrige de manière très restrictive ses politiques en réponse aux défis migratoires. Une approche musclée pourrait nuire à l'identité du Canada en tant que société multiculturelle et à son statut de “phare” mondial pour les immigrants et les talents. Reconstruire cette confiance, une fois érodée, s'avérerait ardu.

“Outre l'immigration, des tendances plus générales dans les relations entre les États-Unis et le Canada sous une nouvelle administration américaine pourraient influencer les politiques migratoires”

Outre l'immigration, des tendances plus générales dans les relations entre les États-Unis et le Canada sous une nouvelle administration américaine pourraient influencer les politiques migratoires. La résurgence des politiques protectionnistes « America First » alimente des différends commerciaux dans le cadre de l'accord Canada-États-Unis-Mexique et complique les négociations sur l'immigration.

Ces défis reflètent également un mécontentement plus général à l'égard des conditions de travail aux États-Unis, ce qui pourrait inciter la main-d'œuvre qualifiée à considérer le filet de sécurité sociale relativement solide et les programmes d'aide aux familles du Canada comme des alternatives attrayantes. L'engagement historique du Canada à favoriser la cohésion sociale entre les citoyens nés dans le pays et les immigrants lui permet non seulement de gérer les flux migratoires, mais aussi d'intégrer plus efficacement les nouveaux arrivants dans la société.

Le Canada se trouve à un carrefour où il peut soit s'élever au rang de leader mondial en matière d'immigration et d'intégration, soit risquer de s'effondrer sous la pression. En innovant dans les solutions aux défis migratoires, en renforçant les alliances régionales et en capitalisant sur le mécontentement à l'égard des politiques américaines, le Canada a la possibilité de consolider sa position en tant que première destination pour les migrants et en tant que modèle de société inclusive - rétablissant ainsi l'exceptionnalisme canadien en matière d'immigration.

“Le Canada se trouve à un carrefour où il peut soit s'élever au rang de leader mondial en matière d'immigration et d'intégration, soit risquer de s'effondrer sous la pression”

Au-delà des États-Unis, un recul mondial des systèmes de protection internationale est en cours, remettant en cause l'asile territorial et s'orientant vers le principe du premier pays sûr,⁹ souvent au mépris des normes en vigueur dans les pays de transit. Cela soulève des questions essentielles sur la réponse du Canada aux crises de déplacement à long terme telles que Haïti, la Palestine, la Syrie, l'Ukraine et le Venezuela.

Le Canada peut diriger les efforts visant à redéfinir le partage des responsabilités, en s'appuyant sur les diasporas établies pour renforcer le soutien aux migrants et construire des systèmes d'intégration dans les sociétés d'accueil. Bien que particulièrement difficile à l'heure actuelle, l'adoption des valeurs canadiennes du multiculturalisme en tant qu'avantage pour les communautés d'accueil est également essentielle pour favoriser des sociétés inclusives qui accueillent les migrants à long terme.

Alors que les systèmes de protection mondiaux déclinent, le Canada doit adapter ses politiques d'immigration pour répondre aux nouvelles tendances tout en alignant ses politiques nationales sur son rôle de leader mondial. En outre, compte tenu de ses contributions historiques à des systèmes mondiaux tels que les Nations unies, le Canada est bien placé pour influencer les discussions et débats internationaux sur la protection et le déplacement. Pour ce faire, il doit synchroniser ses politiques nationales d'immigration avec ses engagements mondiaux, en veillant à la cohérence entre ses pratiques internes et son plaidoyer à l'extérieur.

Ce faisant, le Canada peut maintenir son leadership dans la gouvernance mondiale de la migration tout en renforçant ses valeurs multiculturelles et humanitaires.



Valerie Lacarte
Analyste politique sénior
Migration Policy Institute

Ressources :

(8) Pour en savoir plus: Council on Foreign Relations, [“What Is Canada’s Immigration Policy?”](#)

(9) Le principe du premier pays sûr fait référence à la pratique consistant à refuser l'entrée aux demandeurs d'asile qui, avant leur arrivée dans le pays où ils demandent l'asile, sont passés par un autre pays qui aurait pu leur offrir une protection en matière d'asile.

CONTRIBUTIONS

Rédaction : Alexandra Lamarche (Université de Montréal)

Avec les contributions écrites de Catherine Xhardez (Université de Montréal), Adèle Garnier (Université Laval), Phil Triadafilopoulos (Université de Toronto) et Valerie Lacarte (Migration Policy Institute)

Mise en page et traduction : Maëlle Rouyer (Université de Montréal)

[L'Équipe de recherche sur l'immigration au Québec et ailleurs \(ÉRIQA\)](#) est une équipe de recherche inter-universitaire composée de 11 chercheurs et chercheuses, financée par le Fonds de recherche du Québec (FRQ). L'ÉRIQA propose un dialogue structuré entre les réalités mondiales et celles du Québec, par le biais d'analyses comparées et d'études de cas qui mettent l'emphase sur les politiques et les expériences des migrants.



Photo: Metropolis Americas, 2024.

De gauche à droite: V. Lacarte, P. Triadafilopoulos, A. Garnier et C. Xhardez.

Photo de couverture : Ottawa, par Sidney Leclercq, mars 2025